



# 15 000 fonctionnaires en moins, un budget pour les patrons !

Empêtré dans l'affaire Clearstream, désavoué par sa propre majorité sur le projet de privatisation-fusion GDF-Suez, après avoir été contraint de céder à la rue sur le CPE, toujours au plus bas dans les sondages, Villepin veut sa revanche. Il veut démontrer qu'il n'est pas fini et qu'il est encore capable d'initiatives.

C'est ainsi qu'il annonçait, la semaine dernière, en présentant le budget de l'Etat, 15 000 suppressions de postes dans la Fonction publique. Ces 15 000 s'ajoutent aux 5000 de l'an dernier.

En s'attaquant aux fonctionnaires, il espère sans doute pouvoir les opposer aux autres salariés parce qu'ils auraient, eux, le privilège d'un emploi stable. Mais l'argument n'a plus de prise. Il est clair qu'en s'attaquant aux fonctionnaires Villepin s'attaque à l'ensemble des salariés et de la population. Il veut faire des économies au prix d'une désorganisation des services publics, pour pouvoir continuer à subventionner les patrons.

## LA LUTTE POUR L'EMPLOI, MENSONGE !

Villepin prétend faire de la lutte contre le chômage, le but de sa politique. Il pose en Napoléon de « *la bataille pour l'emploi* », pour au final, une nouvelle fois afficher sa duplicité. Pour défendre l'emploi, il supprime 15 000 postes ! C'est la même logique que celle de feu le CPE qui prétendait lutter contre le chômage, en favorisant les licenciements par l'allongement de la période d'essai à deux ans ! C'est la logique du CNE, qui est toujours en application, et dont les chiffres démontrent l'arnaque: neuf CNE sur dix remplacent des emplois existants, 30% d'entre eux ont été rompus en six mois, les recours de salariés devant les prud'hommes se multiplient.

Les mensonges de Villepin se révèlent brutalement. Sa lutte pour l'emploi n'est qu'un masque pour faire passer des mesures contre les salariés, visant à généraliser la précarité.

## L'EGALITE DES CHANCES, MENSONGES !

Comble du cynisme sur ces 15 000 suppressions de postes dans la Fonction publique, 8700 concernent l'Education

nationale! Cette mesure réduit encore les moyens, en particulier, pour les enseignants des écoles, collèges ou lycées des quartiers les plus défavorisés. Et ce sont aussi les hôpitaux qui sont touchés, les transports, la poste... En un mot, tous les services indispensables à la population, en particulier, les services de proximité, dont le gouvernement organise le démantèlement.

C'est ainsi que Villepin et ceux qu'il sert voient l'égalité des chances. Tout pour eux, rien pour la collectivité ! Il faut sacrifier la jeunesse et les classes populaires pour que l'Etat puisse faire des économies qu'il distribuera généreusement aux patrons, sous forme de subventions diverses, ou aux banques, sous forme d'intérêts de sa propre dette.

## DEFENDRE LES SERVICES PUBLICS

Cette politique conduit à une véritable catastrophe. La situation des quartiers et villes les plus défavorisés ne cesse de se dégrader. L'amélioration promise par le gouvernement au lendemain de la révolte de novembre dernier est un mensonge de plus. Rien n'a été fait! Sa politique à long terme planifie la régression sociale.

La seule réponse au désarroi des jeunes, à la détresse d'une large fraction de la population est de donner des moyens à l'Education nationale, de développer les services publics, d'embaucher pour cela massivement. Il faut cesser de subventionner les patrons pour doper leurs profits, ces mêmes patrons qui se versent des salaires faramineux ou gaspillent l'argent public dans des spéculations financières, parfois contre l'entreprise même qu'ils dirigent, comme le patron d'EADS. Il faut inverser radicalement les priorités.

## Assez de subventions aux patrons ! Embauches massives dans les services publics !

Le 19/06/06

---

### Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Téléphone : ..... Email : .....